

ANALYSE 2014

Internet et réseaux sociaux :
outils d'information ou de
désinformation ?
De citoyenneté ou de
propagande ?



Publié avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Internet et réseaux sociaux : outils d'information ou de désinformation ? De citoyenneté ou de propagande ?

Aujourd'hui, Internet est devenu un extraordinaire espace d'expression « démocratique », en ce sens qu'il est « gratuit », libre et accessible à – presque – tout le monde. Il semble parfois produire à la fois le meilleur et le pire. Capable de susciter ou de soutenir des mouvements sociaux d'envergure (comme cela a été le cas pour la vague des « printemps arabes »), il est également devenu un lieu où l'information croise la désinformation, dans un flou entretenu et souvent manipulé. Pouvoirs en place, publicitaires, militants, simples citoyens ont effet compris au fil du temps que l'enjeu était de taille : le web, et les réseaux sociaux en particulier, sont un outil capable d'agir en profondeur sur les esprits et d'impulser des comportements au sein de la société.

Dans ce qui est aujourd'hui devenu une véritable débauche de contenus, est-il possible d'esquisser quelques repères ? A l'égard des jeunes notamment, souvent perdus et « proies » faciles pour certaines manipulations, que dire pour aider à mieux comprendre, mieux se situer, être capables de « trier » ? Plus fondamentalement encore, quels sont les atouts et les dérives de ce media désormais devenu incontournable dans l'engagement citoyen ?

Internet, lieu d'expression et de créativité

Internet est un media dont le principal bénéfice réside sans doute dans sa capacité à faire entendre une diversité de voix, offrant un « espace de parole » à tout individu ou collectivité. Cette opportunité d'interaction à travers le globe et le partage d'idées, d'informations, d'images, de travaux qu'elle permet est inédite dans l'histoire humaine et correspond à une réelle démocratisation de l'accès au monde.

En 20 ans, le web est progressivement devenu un espace de militantisme et d'information de plus en plus important. Si la presse se diffuse largement par cette voie, les blogs et plus encore les réseaux sociaux (en tête Facebook et Twitter) sont aujourd'hui non seulement des espaces de relais et de partage d'informations, mais plus encore, des outils permettant de la rédaction, de création de contenus hors media traditionnels. Ces espaces sont donc porteurs d'une grande liberté d'expression et de créativité, permettant l'éclosion d'une nouvelle forme de journalisme et de militantisme.

Liberté d'expression versus défense de la démocratie

Ces derniers mois ont également mis en lumière que l'outil que constituent Internet et les réseaux sociaux pouvait « se retourner contre lui-même », en étant détourné à des fins anti-démocratiques. On observe en effet depuis plusieurs années l'émergence de nébuleuses complotistes et conspirationnistes¹ sur le Net qui, au nom même de la démocratie et de la

¹ Pour mieux comprendre ces phénomènes et y voir plus clair, voir l'analyse de Hervé Narainsamy, «Théories du complot, poubelle de la démocratie ? Enjeux d'un nouvel universalisme » : <http://paxchristiwb.be/publications/analyses/theories-du-complot-poubelle-de-la-democratie-enjeux-d-un-nouvel-universalisme,0000448.html>

liberté d'expression, répandent des propos qui sortent en réalité du cadre légal, tels le racisme, l'appel à la haine et le négationnisme. Citons par exemple les sites comme le « Réseau Voltaire », créé par Thierry Meyssan (qui s'est fait connaître pour sa version « alternative » des événements du 11 septembre 2001) ou encore « Egalité et Réconciliation », fondé par Alain Soral (ex-Front National et proche de Dieudonné).

C'est ce qu'a pu mettre en lumière dernièrement en France l'affaire dite « Dieudonné », elle-même liée à ce que certains appellent déjà une « soralisation des esprits » (dans le sens d'une néo-fascisation des opinions). Plus récemment encore, ces débats ont également fait rage chez nous, avec le congrès dit de la « dissidence » à Bruxelles, initié par le député Laurent Louis, se réclamant de la même mouvance que Dieudonné et Alain Soral. L'émergence et le succès de tels « happenings » et de telles personnalités reposent en réalité sur ce que le web et les réseaux sociaux ont rendu possible : quiconque peut aujourd'hui, s'il maîtrise ces outils communicationnels que sont Youtube et Facebook par exemple(s), « faire le buzz », quand bien même ce buzz repose sur des idées flirtant avec la haine, le racisme et la xénophobie.

Parallèlement, il est aussi un phénomène sans doute plus méconnu, relayé abondamment par les sphères complotistes pré-citées, et souvent lié à des enjeux commerciaux sous-jacents : le web comme vecteur de propagande et de soutien aux dictatures à travers le monde. Depuis déjà plusieurs années en effet, ces dernières ont bien compris que la maîtrise du web et des « contenants » spécifiques que sont les réseaux sociaux était devenue incontournable à la diffusion de leurs thèses. Mieux encore, que ces nouveaux media pouvaient leur permettre de les répandre plus largement qu'auparavant.

Les régimes autoritaires ont ainsi décelé, tant dans le « format » du web que dans les nébuleuses dont il permet l'éclosion, une « fibre » à exploiter abondamment. La posture « anti-système », brandie par les « théoriciens du complot », est au fil du temps devenu un des « créneaux » privilégiés de ces pouvoirs dictatoriaux (cela a été particulièrement le cas pour le conflit syrien par exemple) pour répandre leurs « versions » des événements, elles-mêmes régulièrement teintées de racisme (d'islamophobie, d'homophobie et d'antisémitisme entre autres). Les lecteurs de ces sites conspirationnistes, au nom de leur refus du « prêt-à-penser » et du « diktat médiatique » se transforment alors à leur insu en victimes de propagande mensongère et complices malgré eux de pouvoirs répressifs, dont ils relayent les thèses, souvent de bonne foi.

De la même manière, l'omniprésence de la publicité sur Internet, son caractère souvent insidieux, la confusion qu'elle entretient dans les formats (sur Facebook par exemple) pour se rendre « invisible », pose la question de la dimension commerciale du web, vis-à-vis de laquelle les plus jeunes notamment peuvent être des cibles plus « faciles » et « manipulables ». Là aussi, la question et du cadre légal et de la formation à un regard critique est essentiel pour que le web reste l'espace « libre » qu'il prétend être ou que beaucoup voient en lui

Pour un web libre, citoyen et responsable

Toutes ces questions soulèvent une même problématique : au nom de la liberté d'expression et de la lutte contre la désinformation qu'une certaine utilisation du web et des réseaux sociaux permet effectivement, certains acteurs (xénophobes, publicitaires, alliés des régimes autoritaires) détournent l'outil à des fins contraires, sinon éloignés de cet objectif. Sans conscience de ces phénomènes, le web peut ainsi jouer un rôle « pervers », en ce sens qu'il peut manipuler à leur insu citoyens et consommateurs. Nous nous retrouvons donc face à de nouveaux phénomènes, facilités par le web, qui nous amènent à reposer la question de la liberté d'expression et du cadre légal qui l'accompagne. Il s'agit de dérives politiques – parfois graves – qui ont un réel impact sur la vie associative, citoyenne et qui orientent le vote des électeurs.

Face à ce constat, il importe d'abord de ne pas oublier qu'Internet est avant tout un formidable et potentiel espace d'expression citoyenne et de créativité. Il permet une certaine « libération de la parole », en particulier dans des endroits du monde où celle-ci est limitée ou bâillonnée, mais aussi au sein même de nos sociétés.

Pour que le web soit un outil de liberté et non de manipulation, et outre le cadre légal, c'est une meilleure connaissance de ces phénomènes par les acteurs sociaux qui est en jeu : une formation à l'esprit critique sur Internet et une transmission vers ceux qui y sont les plus exposés, les adolescents en particulier.

A cet égard, l'attention doit être double : à la fois veiller à « prendre le contrôle » de l'information, c'est-à-dire ne pas déléguer à d'autres le pouvoir de déterminer pour nous ce qui est vrai et ce qui est faux, et se rappeler ensuite qu'il est fondamental de garder un œil constant sur les sources de l'information qui nous est livrée. Qui nous parle et à quelles fins ? S'interroger systématiquement en ce sens et disposer des outils pour répondre à ces questions pourra nous éviter de devenir des « proies », malgré nous, et parfois au détriment d'autres personnes. Car se battre pour la liberté d'expression, la démocratie et la défense des droits humains ne pourra désormais plus faire l'économie de nos écrans virtuels.

Marie Peltier,
Chargée de projets à
Pax Christi Wallonie-Bruxelles,
Juin 2014